

# El Watan

LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT - Vendredi 21 août 2009

Samedi 22 août,  
premier jour  
du Ramadhan

N° 5719 - Dix-neuvième année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1 €. USA : 2,15 \$. ISSN : 1111-0333 - <http://www.elwatan.com>

## LA ROUTE TUE DE PLUS EN PLUS EN DÉPIT D'UN DURCISSEMENT DE LA LOI Plus de 100 morts en 10 jours



PHOTO: EL-SOHHI/ARCHIVES

Le comportement des poids lourds, l'excès de vitesse et les dépassements dangereux sont les trois premières causes de l'hécatombe. La répression serait-elle une solution de facilité ? L'Etat devrait se pencher sérieusement sur les autres causes de la mortalité sur les routes.

Le terrorisme routier continue de faucher des dizaines de vies par semaine. Ni le durcissement du code de la route ni les retraits massifs des permis de conduire n'ont été en mesure de mettre un terme à l'hécatombe. Les chiffres des victimes des accidents de la route communiqués chaque semaine par la Gendarmerie nationale sont effarants. (Suite page 2) *Madjid Makedhi*

### MOURAD PREURE. EXPERT INTERNATIONAL

«PERSONNE N'EST CONVAINCU QU'ON EST À LA VEILLE D'UNE SORTIE DE CRISE»

Professeur de stratégie et de géopolitique, et directeur de MP Strategy Consulting, Mourad Preure prévoit une crise économique systémique tant que la question de la régulation des marchés financiers n'est pas

résolue. Selon lui, l'OPEP n'a aucune raison aujourd'hui de vendre des volumes de pétrole qu'elle écoulera beaucoup plus cher à partir du 2<sup>e</sup> semestre 2010. *Hocine Lamraben (Lire l'entretien en page 7)*

ÉTÉ 2009  
SUISSE. VILLE DE LAUSANNE  
DÉTENTE ET OLYMPISME  
Lire en pages 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21

### LE CORAN DISTRIBUÉ EN KABYLIE SUR INITIATIVE SAOUDIENNE

## DÉRIVE, LAISSER-ALLER ET COMPLICITÉS

Le commentaire d'El Watan intitulé «Grave ingérence wahhabite», paru dans la livraison du 14 août passé, n'a pas été du goût de la représentation diplomatique du royaume wahhabite à Alger.

L'ambassade du royaume d'Arabie Saoudite à Alger a tenu à apporter des précisions en se défendant de toute «ingérence dans les affaires internes des pays». Dans un droit de réponse adressé au journal El Watan avant-hier,

l'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Alger, Son Excellence Samy Ben Abdellah Salah, a tenu à faire part de son étonnement des propos contenus dans le commentaire en question et précise que «le royaume d'Arabie Saoudite, depuis sa constitution, est fondé sur le principe de non-ingérence dans les affaires internes des pays et voue un respect total à l'Algérie, gouvernement et peuple».

*Hacen Ouadi (Suite page 3)*



PHOTO: IOR

**RENAULT**  
2 ANS DE GARANTIE  
RENAULT SYMBOL  
LA BERLINE PRÉFÉRÉE DES ALGÉRIENS EN 2009.  
à seulement 767 000 DA  
Soit une remise de 70 000 DA  
Offre valable jusqu'au 31 Août  
Tous véhicules neufs non inclus  
www.renault.dz  
DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT ALGÉRIE  
SCOUTS CLIENT 020 33 00 04701 - RENAULT ASSISTANCE 021 00 00 00 - DATA ASSISTANCE 021 00 00 00 - MOTLINE RENAULT ENTREPRISES 021 020 000

Publicité

## ÉCONOMIE

MOURAD PREURE. *Expert international en hydrocarbures*

## «Personne n'est convaincu qu'on est à la veille d'une sortie de crise»

Propos recueillis par  
Hocine Lamriben

Olivier Blanchard, chef économiste du Fonds monétaire international (FMI), a annoncé une reprise de l'économie mondiale avec la précision que le «redressement ne sera pas simple», surtout en raison des «cicatrices» laissées par la crise ? Qu'en pensez-vous ?

Il était prévu qu'à partir du 4<sup>e</sup> trimestre les premiers signes de reprise se manifesteront. Or, aujourd'hui, nous voyons que la France et l'Allemagne font de petites croissances à partir du 2<sup>e</sup> trimestre. On avait anticipé une perte de deux à trois points de croissance pour l'Inde et la Chine.

Or l'Inde annonce une croissance de 6%, soit une baisse de 0,7%. Première observation : ce sont les pays émergents qui vont tirer profit du retour de la croissance de l'économie mondiale. Ils sont en train de tirer avantages des bas coûts de l'énergie et des matières premières. La Chine a investi dans ses PME et dans son marché intérieur en injectant 580 milliards de dollars. Pour les pays émergents, il y a quelque chose de comestible. Du côté des pays de l'OCDE, qui ont le plus souffert de la récession, ces questions ne sont pas encore résolues.

La relance de l'économie américaine est fondée sur la politique budgétaire. L'Etat a pris des mesures pour rassurer les ménages afin de les pousser à consommer pour ensuite relancer la production. Toutefois, on ne voit pas d'autres moteurs de croissance pour l'instant dans l'économie américaine à part la relance budgétaire. Pour l'Allemagne et la France, qui sont extrêmement importants en Europe, je pense que c'est un très bon signe que ces deux pays, toutes pro-



PHOTO DE

portions gardées, commencent à sortir de la récession. Il faut savoir, que depuis les cinq dernières années, l'économie mondiale a réalisé une croissance de 5%, tirée essentiellement par la Chine et l'Inde. Les autres pays de l'OCDE étaient dans un niveau de 2 à 3%, pas plus.

Le premier signe important est que les pays émergents ont résisté mieux qu'on le prévoyait. Actuellement, le cœur de l'économie mondiale reste encore celle américaine. Tant que celle-ci n'a pas trouvé ses moteurs de croissance structurels, on ne peut pas dire qu'on est sorti de la crise. Seconde observation : l'origine de la crise, il ne faut pas l'oublier, est une crise financière pour plusieurs raisons.

Les places financières internationales se sont interconnectées avec les technologies de l'information et de la communication. Des masses énormes traversent la planète à la vitesse de l'éclair et personne ne contrôle ces masses et les marchés financiers ont développé des instruments sophistiqués de couvertures contre le risque d'arbitrage et de spéculation. Les Etat se sont retrouvés

complètement démunis face à cette automatisation des marchés. Tout cela a fini par atteindre l'économie réelle avec le choc du crédit qui s'est traduit par la récession. Si on sort de la crise financière qui est derrière. Je ne vois pas une sortie de crise, en sortant de la tempête, vers un ciel serein définitivement. Je pense que c'est une crise systémique qui va se reproduire pour la simple raison que la question centrale de la régulation se pose toujours. La régulation veut dire un règlement et un bâton pour celui qui ne respecte pas le règlement et toute la question est de savoir qui va tenir le bâton. Toute question de régulation pose fondamentalement la problématique du leadership dans l'économie mondiale. En fait, chaque dix ans, la crise revient.

On a connu un avant-goût dans les années 1980 et 1998, cette dernière relative à l'endettement. Je pense que le cycle de la crise va se raccourcir parce que les marchés financiers recherchent la volatilité. Tant qu'on n'a pas trouvé des mécanismes de régulation pour pouvoir ajuster les logiques des marchés financiers qui sont des logiques à court terme et de spéculation avec les logiques à long terme qui sont celles de l'économie, on ne s'en sortira pas.

Il y a une financiarisation de l'économie mondiale. La récession n'est que la conséquence. La communication au niveau du FMI fait partie aussi de la thérapie pour sortir de la crise. Il faut rassurer. Etant en contact avec des experts internationaux, personne n'est convaincu qu'on est à la veille d'une sortie de crise. Pour l'économie algérienne, il faut être extrêmement prudent. Il faut déconnecter notre croissance des hydrocarbures et s'appuyer sur nos PME et notre agriculture.

**Le même économiste plaide pour l'augmentation des exportations américaines et l'implication de la Chine, comme une piste plausible pouvant mener vers une éventuelle reprise graduelle de l'économie mondiale. Selon vous, ces deux paramètres peuvent-ils jouer un rôle déterminant ?**

En fait, le déficit de la balance des comptes courants entre les USA et la Chine est un gouffre. Il y a beaucoup d'utopie dans ce qui est dit. Tout le monde sait que les USA est le pays le plus endetté au monde et la Chine son plus grand prêteur et on souhaite que la Chine se mette à acheter «américain» et que l'Amérique se mette à exporter.

Je pense que ces éléments seront les termes du deal. Il faut un accord quant au leadership de l'économie mondiale. Je crois que c'est la fin de l'hyperpuissance américaine telle qu'elle s'est érigée après l'effondrement de l'Union soviétique. C'est la fin d'un certain ordre. Les USA ont financé leur prospérité par l'endettement. Ils ont profité des marchés financiers en ce qu'ils sont interconnectés et de leur opacité. Maintenant, il faut une véritable gouvernance mondiale. Seulement, les Russes et les Chinois ne sont pas disposés à laisser les Américains seuls. Je pense que la Chine est disposée à trouver un meilleur équilibre de son commerce avec les USA, mais au prix d'un deal sur le leadership mondial. Le centre de gravité de la croissance mondiale n'est pas un symptôme mais une réalité qui se déplace vers l'Est et vers l'Asie.

**L'OPEP a déjà procédé, dans un passé récent, à des coupes dans sa production globale, en raison de la baisse de la demande mondiale en pétrole. A l'aune de ces déclarations, estimez-vous qu'il serait ju-**

**diceux d'augmenter le niveau de production ?**

L'OPEP a augmenté ses capacités de production parce qu'il y a eu un relâchement de la discipline. En matière de statistiques pétrolières, il y a beaucoup d'inox. Et l'OPEP a connu une mauvaise expérience en novembre 1997, quand elle a augmenté sa production à la veille de la crise asiatique. Cela a mené les prix de pétrole vers 10 dollars le baril. Pour augmenter sa production, il faut être sûr que la croissance mondiale est au rendez-vous. L'OPEP doit être prudente et elle l'est. Aujourd'hui, il y a un «contango», c'est-à-dire les prix de pétrole sont orientés à la hausse sur les marchés à terme et l'OPEP le sait. Selon une anticipation relativement conservatrice, ni trop optimiste ni trop pessimiste, nous pensons qu'à partir du 2<sup>e</sup> semestre 2010, on aura réellement un retour graduel à la croissance de l'économie mondiale. La croissance de la demande pétrolière va être négative cette année. Mais, nous pensons qu'à partir du 2<sup>e</sup> semestre 2010, il y aura une correction brutale avec la croissance de l'Inde et de la Chine qui vont reprendre plus vite et mieux que les autres pays. Je pense que les prix de pétrole vont structurellement se placer à un niveau de 100 dollars le baril à partir du 2<sup>e</sup> semestre 2010. Donc, l'OPEP n'a aucune raison aujourd'hui de vendre des volumes qu'elle écoulera beaucoup plus cher dans une année. L'OPEP est épuisée par les efforts qu'elle a fournis. Par ailleurs, quand la demande va reprendre, il va y avoir un manque de capacités et il y a aura un choc d'offres. Le marché pétrolier, parce que les réserves s'épuisent et les investissements sont au ralenti, va souffrir et on aura également des chocs pétroliers dans la décennie à venir.

H. L.

## LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE 2009

## Les réserves du CSPA

Les dispositions contenues dans la loi de finances complémentaire 2009 continuent d'alimenter les craintes et réserves des acteurs économiques.

Ainsi, le Conseil supérieur du patronat algérien (CSPA), présidé par Saïd Kahoul, a relevé, dans une déclaration rendue publique hier, plusieurs griefs contre ladite loi. «Qu'il s'agisse de la suppression du crédit à la consommation en matière de véhicules, de la présence physique des responsables d'entreprise pour les opérations portuaires et douanières, de l'immobilisation de grandes sommes d'argent au niveau bancaire pour toute transaction commerciale avec obligation du crédit documentaire ou de l'octroi de crédit immobilier sans intérêt qui ne peut en aucune manière profiter à ceux qui en ont besoin, cette batterie de nouvelles mesures», déplore le CSPA, «concoctées et justifiées par des raccourcis politiques primaires, nous emmenent à nous interroger sur le sens d'un tel revirement dans la démarche économique préconisée par le chef de l'Etat lors de sa première investiture à la tête du pays ou dans son programme présidentiel». Tout en les quali-

fiant «de paradoxales et d'injustifiées», de telles mesures, note l'organisation de Saïd Kahoul, «amihilent de facto l'objectif de l'Etat à asseoir une économie dénuée du dirigisme du passé».

Citant l'exemple du retrait de l'Etat en matière de crédit à la consommation (véhicules ou autres) destiné à l'amélioration du niveau de vie du citoyen, le CSPA juge que cette disposition n'apporte aucunement de solution à l'hémorragie en devises que connaît notre pays. «La source du problème se trouvant ailleurs, connue et identifiée par nos dirigeants et liée à la corruption, le passe-droit et les textes économiques d'un autre âge qu'on rectifie par doses homéopathiques en urgence à chaque situation de blocage».

Le CSPA appelle donc le chef de l'Etat à mettre fin à cette «cacophonie» en redéfinissant clairement les objectifs économiques de l'Etat de manière à rassurer aussi bien l'investisseur que le citoyen et d'éviter par là même une instabilité économique majeure que susciteraient pareilles «décisions irréflectives». M. R.

## CONTRÔLE DES IMPORTATIONS

## Les douanes recourent aux services de sociétés spécialisées

Le gouvernement a décidé, par le biais de la loi de finances complémentaire 2009, de recourir aux services des sociétés spécialisées dans le contrôle des importations avant leur expédition. Le travail de ces sociétés porte, selon les explications de la direction générale des douanes, «sur les éléments de la déclaration en douane tels que l'espèce, l'origine et la valeur des marchandises».

Dans son communiqué, repris par APS, la direction générale des douanes souligne que «cette pratique a pour but de sauvegarder les intérêts financiers nationaux (prévention contre la fuite des capitaux et la fraude commerciale, baisse des recettes douanières par la minoration des valeurs déclarées ainsi que contournement des droits de douane) et la lutte contre la contrefaçon». Toutefois, «le contrôle exercé par ces sociétés portera sur des marchandises par-

ticulièrement ciblées et non systématiquement», précise la même source, en indiquant que «le recours par l'administration des douanes à cette pratique internationale n'occulte aucunement son rôle et ses attributions en matière de contrôle des marchandises aux frontières».

Expliquant la démarche des pouvoirs publics, l'administration douanière rappelle qu'«il s'agit plus de pouvoir disposer d'informations préalables avant l'arrivée des marchandises, notamment pour certains types de marchandises sensibles ciblées qui font l'objet de suspicion de fraude. L'administration douanière ayant, par ailleurs, toute latitude de procéder à de nouveaux contrôles lors de l'arrivée de ces marchandises sur le territoire national».

La direction générale des douanes indique, que le contrôle avant l'expédition de ces marchandises s'ef-

fectue «à la demande des autorités douanières ; les résultats de ce contrôle sont exploités lors du dédouanement des marchandises, sur le territoire national». Pour les Douanes algériennes, ces inspections avant expédition «concourent également à la facilitation des opérations de dédouanement en ce sens que l'administration douanière dispose des informations sur les marchandises importées avant leur débarquement au port de destination. Ce qui réduit le délai de leur dédouanement tout en désengorgeant les ports algériens». Ces actions permettront aussi, précise la missive des Douanes algériennes, d'éviter le déversement de certaines marchandises douteuses ou prohibées qui encombrant actuellement les espaces portuaires.

R. E.

Sociétés p 7 cor